



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 MAI 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1339

Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec. }  
L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MAI mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th MAY, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1340

Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec. }  
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY SECOND day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTY SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TRENTIEME jour de du mois de JUIN prochain, et y agir selon me de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIEME jour de MAL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec

1251

### Avis du Gouvernement

No 767.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Stanislas, dans le comté de Champlain, le territoire comprenant les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Stanislas, dans le même comté, les numéros 35 et suivants jusqu'à 104, inclusivement, les numéros 157 et suivants jusqu'à 200, inclusivement, les numéros 258 et suivants jusqu'à 287, inclusivement, les numéros 298 et suivants jusqu'à 321, inclusivement, les numéros 396 et suivants jusqu'à 449, inclusivement, les numéros 549 et suivants jusqu'à 600, inclusivement, les numéros 651 et suivants jusqu'à 691, inclusivement, et les numéros 733 et suivants jusqu'à 752, inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Lafèche."

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1859

No 700.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Joseph, comté de Soulanges, les Nos du cadastre No 17 jusqu'au No 123, inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Dominique des Cèdres."

Cette érection, si elle est autorisée, prendra effet le 1er juillet prochain, 1906. 1863

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRTIETH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

1252

### Government Notices

No. 767.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application for the erection of a new school municipality.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Stanislas, in the county of Champlain, the territory comprising the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Stanislas, in the same county, the numbers 35 and following to 104, inclusively, the numbers 157 and following to 200, inclusively, the numbers 258 and following to 287, inclusively, the numbers 298 and following to 321, inclusively, the numbers 396 and following to 449, inclusively, the numbers 549 and following to 600, inclusively, the numbers 651 and following to 691, inclusively, and the numbers 733 and following to 752, inclusively, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Lafèche."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1860

No. 700.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application for the erection of a new school municipality.*

Application is made to detached from the municipality of Saint-Joseph, county of Soulanges, the cadastral numbers No. 17 to No. 123, inclusively, and to erect them into a distinct school municipality, under the name of "Saint-Dominique des Cèdres."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1864

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de mai 1906, incorporant MM. Joseph Evariste Champagne, agent d'assurances, Joseph Adélar Champagne, commis, Théobald Fois, commis, Charles Brandais, ingénieur, de la cité de Montréal, Hector Champagne, avocat, de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, dans le district de Terrebonne, dans les buts suivants, savoir :

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage électrique dans toutes ses branches, et en particulier de construire, poser, établir, fixer et mettre en opération tous câbles, fils, lignes, accumulateurs, lampes et travaux nécessaires, et de produire, accumuler, distribuer et fournir l'électricité, et d'éclairer les cités, villes, rues, docks, marchés, théâtres, propriétés, églises et autres endroits publics ou privés ;

Faire les affaires d'électriciens, ingénieurs-mécaniciens, fournisseurs d'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage, pouvoir-moteur ou autrement, et de manufacturer et faire le commerce de tous appareils et objets requis ou susceptibles d'être employés en rapport avec la génération, distribution, fourniture, accumulation et emploi de l'électricité ;

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage, chauffage et de fourniture de pouvoir électrique, et en particulier établir, travailler, conduire, contrôler et régler les travaux pour fournir l'éclairage, chauffage et pouvoir-moteur, et entreprendre l'éclairage des rues, villes, bâtisses et autres endroits, et fournir l'éclairage, chauffage et pouvoir-moteur pour fins publiques ou privées ;

Faire les affaires d'une compagnie d'aqueduc dans toutes ses branches, et de construire et maintenir les ouvrages hydrauliques, réservoirs, tuyaux et fournitures de toute sorte, et de faire et exécuter tous autres travaux et objets nécessaires ou utiles pour obtenir, mettre en réserve, vendre et distribuer l'eau ;

Faire toutes affaires (soit de manufacture ou autrement) que la compagnie pourra juger capables d'être faites en rapport avec les susdits objets ou propres à augmenter sa valeur ou rendre profitable toute propriété ou tous droits de la compagnie ;

Acquérir et prendre comme une affaire en opération les affaires maintenant faites par le dit Joseph Evariste Champagne, sous les nom et raison de "The Cartierville Electric Light and Power Company," et en vue d'icelles de faire et mettre à effet une convention qui a déjà été préparée et désignée comme devant être faite entre le dit Joseph Evariste Champagne, faisant affaires sous le nom de "Cartierville Electric Light and Power Company" d'une part, et la compagnie de l'autre part, une copie d'icelle, pour les fins d'identification, a été signée par les requérants ;

Acquérir et prendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et dettes de toute personne, compagnie ou corporation faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou ayant une propriété convenable pour les fins de cette compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement des patentes, brevets d'invention, licences, concessions et autres choses semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir d'aucun secret ou autre information quant à aucune invention qui peut être susceptible d'être employée pour toutes les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et d'employer, exercer, développer ou octroyer des licences à l'égard de ou autrement, mettre au profit des droits de propriété ou information ainsi acquis ;

Souscrire, prendre ou acquérir en aucune manière les stocks, actions, bons, débetures ou autres obligations ou garanties de toute compagnie ayant les objets tout à fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, les vendre ou en disposer autrement, garantir les bons, débetures, obligations ou

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1906, incorporating Messrs. Joseph Evariste Champagne, insurance agent, Joseph Adélar Champagne, clerk, Théobald Fois, clerk, Charles Brandais, engineer, of the city of Montreal, Hector Champagne, advocate, of Saint Eustache, in the county of Two Mountains, in the district of Terrebonne, for the following purposes, viz :

To carry on the business of an electric light company, in all its branches, and in particular to construct, lay down, establish, fix and carry out all necessary cables, wires, lines, accumulators, lamps and works, and to generate, accumulate, distribute and supply electricity, and to light, cities, towns, streets, docks, markets, theatres, estates, churches, and other places both public and private ;

To carry on the business of electricians, mechanical engineers, suppliers of electricity for the purposes of light, heat, motive power or otherwise, and manufacturers of and dealers in all apparatus and things required for or capable of being used in connection with the generation, distribution, supply, accumulation and employment of electricity ;

To carry on the business of an electric light, heat and power supply company, and in particular to establish, work, manage, control and regulate works for the supply of electric light, heat and motive power, and to undertake the lighting of streets, towns, buildings and other places, and the supply of electric light, heat and motive power for public or private purposes ;

To carry on the business of a waterworks company in all its branches, and to construct and maintain waterworks, reservoirs, pipes and appliances of all sorts, and to do and execute all other works and things necessary or convenient for obtaining, storing, selling, and distributing water ;

To carry on any business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being carried on in connection with the above, or calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and take over as a going concern the business now carried on by the said Joseph Evariste Champagne, under the name and style of the Cartierville Electric Light and Power Company, and with view thereto to enter into and carry into effect an agreement which has already been prepared and is expressed to be made between the said Joseph Evariste Champagne, carrying on business as the Cartierville Electric Light & Power Company of the one part, and the company of the other part, a copy whereof has for the purpose of identification been subscribed by the applicants.

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, company or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property rights or information so acquired ;

To subscribe for, take, or in any way acquire the stock, shares, bonds, debentures, or other obligations or securities of any company having objects altogether or in part similar to those of this company ; to sell or otherwise dispose thereof, to guarantee any bonds, debentures, obligations or securities

garanties ainsi vendus ou disposés ou de toute compagnie ayant tels objets ou faisant toutes affaires susceptibles d'être conduites ainsi directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour diviser les profits, union d'intérêts, co-opération, risque conjoint, concession mutuelle, ou autrement, avec toute personne, compagnie ou corporation, ou aucun gouvernement ou aucune autorité suprême, locale, municipale ou autrement faisant affaires ou engagés dans ou sur le point de faire des affaires ou engagés dans toutes affaires ou transaction que cette compagnie est autorisée ou engagée à faire, ou toutes affaires ou transaction susceptibles d'être conduites de manière à bénéficier directement à cette compagnie ;

Et avancer l'argent et garantir les contrats ou autrement, assister toute telle personne, compagnie, corporation, tel gouvernement ou telle autorité ;

En général acheter, prendre à loyer ou en échange, louer ou acquérir autrement tout meuble et immeuble, et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires, ou en particulier les terres, bâtisses, logements, machines, appareil et stock de commerce ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou assistant pour placer ou garantir le placement de toutes actions dans le fonds social de la compagnie, ou de toute débenture ou autres garanties de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets tout à fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, hypothéquer, mettre à profit ou autrement faire le commerce avec toute ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, et en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme principaux, agents, entrepreneurs, fidei-commis ou autrement et par fidei commis, agents ou autrement, soit seuls ou conjointement avec les autres ;

Faire aucune ou toutes les susdites choses, dans l'Isle de Montréal, Isle Jésus, Isle Bizard, et dans les comtés de Deux-Montagnes, Laval et Terrebonne, sous le nom de "The Saraguay Electric Light & Power Company", avec un fonds social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune

Son principal bureau d'affaires dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quinzième jour de mai 1906.

L. RODOLPHE ROY,

1861

Secrétaire de la province.

LOI CONCERNANT LES SYNDICATS  
D'ÉLEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Syndicat d'Élevage de l'Île-aux-Grues".

AUGUSTE TESSIER,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 16 mai 1906.

1915

No 1009.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Demande est faite de détacher la présente municipalité rurale de "Delormier" de la municipa-

so sold or disposed of or of any company having such objects or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person, company or corporation, or of any government or authority supreme, local, municipal or otherwise carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly benefit this company ;

And to advance money and to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, company, corporation, government or authority ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, or in particular any land, buildings, casements, machinery, plant and stock in trade ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing of assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those for this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do any or all of the above things, in the Island of Montreal, Isle Jesus, Isle Bizard and the counties of Two Mountains, Laval and Terrebonne, under the name of "The Saraguay Electric Light and Power Company", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Its principal place of business in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at this office of the secretary of the province of Québec, this fifteenth day of May, 1906.

L. RODOLPHE ROY,

1862

Provincial Secretary.

AN ACT RESPECTING STOCK-BREEDING  
SYNDICATES.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Montmagny, under the name of "The Stock-breeding Syndicate of l'Île-aux-Grues".

AUGUSTE TESSIER,

Minister of Agriculture.

Québec, 16th May, 1906

1916

No. 1009.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Application for the erection of a new school municipality.*

Application is made to have the present rural municipality of "Delormier", detached from the

lité scolaire de la Côte Visitation, comté d'Hoche-  
laga, et de l'ériger en une municipalité scolaire sé-  
parée, pour les protestants seulement.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra  
effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1761-2

No 1191.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité  
scolaire de Notre-Dame-du-Rosaire, comté de  
Montmagny, les lots Nos 18 jusqu'à 30 inclusive-  
ment des rangs I et II nord-ouest, du canton  
d'Armagh, et de les annexer à la municipalité scolaire  
d'"Armagh", comté de Bellechasse.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra  
effet que le premier juillet prochain, 1906. 1777-2

No 981.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande annexion d'une municipalité scolaire.*

Demande est faite d'annexer la municipalité sco-  
laire de Tewkesbury No 2, comté de Québec, avec  
les limites qu'elle comporte actuellement, à la mu-  
nicipalité scolaire de "Stoneham," dans le même  
comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra  
effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1779-2

No 128.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité  
scolaire*

Demande est faite d'ériger en municipalité sco-  
laire distincte le canton Tracy, et les 1er et 11e  
rangs du canton Courcelle, dans le comté de Joliette,  
sous le nom de "Tracy". Ce territoire ne fait ac-  
tuellement partie d'aucune municipalité scolaire.

Cette demande d'érection, si elle est autorisée,  
ne prendra effet que le premier juillet prochain,  
1906. 1833-2

Avis est par le présent donné qu'une requête a  
été présentée à Son Honneur le lieutenant gouver-  
neur de la province de Québec, par John Fair,  
écrivain, notaire public, pratiquant et demeurant en  
la cité de Montréal, district de Montréal, par la-  
quelle il demande le transfert, en sa faveur, des  
minutes, répertoire et index de feu William McLen-  
nan, en son vivant notaire public, pratiquant en la  
cité de Montréal, district de Montréal, conformé-  
ment aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

1615-4

Secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné qu'une requête a  
été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouver-  
neur de la province de Québec, par Jos. Adé-  
lard Lemire, écrivain, notaire public, demeurant et prati-  
quant en la cité des Trois-Rivières, district des  
Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmis-  
sion, en sa faveur, des minutes, répertoire et index  
de feu Pierre Octave Guillet, en son vivant notaire  
public, demeurant et pratiquant en la dite cité des  
Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, en vertu  
des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,

1743-3

Secrétaire de la province.

school municipality of Côte Visitation, Hochelaga  
county, and erected into a separate school muni-  
cipality, for protestants only.

This erection, if it is authorized, will take effect  
only on the 1st of July next, 1906. 1762

No. 1191.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application for boundaries of school municipa-  
lities.*

Application is made to detach from the school  
municipality of Notre Dame du Rosaire, in the  
county of Montmagny, the lots Nos. 18 to 30  
inclusively, of the ranges I and II north west of the  
township of Armagh, and to annex them to the  
school municipality of "Armagh," in the county of  
Bellechasse.

This annexation, if authorized, shall take effect  
only of the first of July next, 1906. 1778

No. 981.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to annex school municipality.*

Application is made to annex the school muni-  
cipality of Tewkesbury No. 2, county of Quebec, with  
the limits which it has actually, to the school mu-  
nicipality of "Stoneham," in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect  
only on the first of July next, 1906. 1780

No. 128.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect a new school  
municipality.*

Application is made to erect into a distinct school  
municipality the township Tracy, and the 1st and  
11th ranges of the township Courcelle, in the  
county of Joliette, by the name of "Tracy".  
This territory not forming part of any school mu-  
nicipality.

This erection, if it is authorized, will take effect  
only on the 1st of July next, 1906. 1834

Notice is hereby given that a petition has been  
presented to His Honor the Lieutenant Governor  
of the province of Quebec, by John Fair, esquire,  
notary public, practising and residing in the city of  
Montreal, district of Montreal, by which he asks  
for the transfer, in his favor, of the minutes, rep-  
ertory and index of the late William McLennan, in  
his lifetime notary public, practising in the city of  
Montreal, district of Montreal, pursuant to the  
provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

1646

Provincial secretary.

Notice is hereby given that a petition has been  
presented to His Honor the Lieutenant Governor  
of the province of Quebec, by Jos. Adé-  
lard Lemire, esquire, notary public, practising and residing in  
the city of Three Rivers, district of Three Rivers,  
by which he asks for the transfer, in his favor, of  
the minutes, repertory and index of the late Pierre  
Octave Guillet, in his lifetime notary public, prac-  
tising at the said city of Three Rivers, district of  
Three Rivers, pursuant to the provisions of the  
notarial code.

L. RODOLPHE ROY,

1744

Provincial Secretary.



## PROVINCE DE QUÉBEC

## DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS.

## SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 24 mars 1906.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente "enchère, au bureau du Ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le JEUDI, 21 JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

## OTTAWA SUPERIEUR.

## Bloc A.

Rang 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Rang 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Rang 4.—10 à 14, chacune 50 m. ; ½ N. de 15, 25 m. ; partie nord de ½ N. de 16, 15½ m. ; ½ S. de 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; ½ N. de 20, 24½ m. ; ½ S. de 20, 27½ m.

Rang 5.—13 à 23, chacune 50 m.

Rang 6.—½ N. de 10, 25 m. ; ½ N. de 11, 25 m. ; 13 à 16 et 20 à 23, chacune 50 m.

Rang 7.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.

Rang 8.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m, Rivière du Lièvre, branche N. O., Nos 7 et 8, chacune 50 m.

Rivière du Lièvre, branche du milieu, No 7, 40 m. ; No 8, 30 m. ; No 9, 65 m.

Haute Gatineau, 1, 2 et 3, chacune 45 m. ; 4 et 5, chacune 50 m. ; 6, 42 m. ; 7, 8 et 9, chacune 25 m. ; 10, 50 m. ; 11, 35 m. ; 12 à 20, chacune 50 m. ; 21, 70 m. ; 22 à 30, chacune 50 m. ; 31, 60 m. ; 32 à 37, 50 m. chacune.

## SAINT-MAURICE.

Manouan 8 sud, 30 m. ; 9 sud, 21 m. ; Haut Saint-Maurice, 15, 60 m. ; 16, 38 m. ; 28, 62 m. ; 29, 35 m. ; 30, 30 m. ; 31 et 35 à 43, chacune 50 m. ; 44, 49 m. ; 45 à 66 chacune 50 m.

## SAINT-CHARLES.

Rivière du Moulin 4, 12 m. ; rivières aux Ecorces et au Canot, 39 m. ; rivières aux écorces 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; rivière au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

## LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4, 2½ m. ; canton Déchéne, 18 m.

## LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénoami, No 2, 2 m.

## SAGUENAY

Rivière Malbaie, No 17, 37 m. ; canton Callières, 14 m. ; arrière canton Callières, 18 m. ; Saguenay Ouest 1a, 10 m., partie de Saguenay, 3 et 4 ouest, 49 m. ; Bergeronnes 1 est, 25 m. ; rivière Sainte-Marguerite, No 87, 24½.

Rivière Manicouagan : 8, 9, 13 à 28, chacune 50 m.

Rivière aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 à 13, chacune 50 m.

Sault au Cochon : 1 est, 30 m. ; 2 est, 36 m. ; 3 est, 41 m. ; 4 est, 33 m. ; 4a est, 39 m. ; 5 est,



## PROVINCE OF QUEBEC.

## DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS.

## WOODS AND FORESTS.

Quebec, 24th March, 1906.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands and Forests, in this city, on THURSDAY, 21st day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

## UPPER OTTAWA.

## Bloc A.

Range 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Range 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Range 4.—10 to 14, 50 m. each ; N. ½ of 15, 25 m. ; north part of N. ½ of 16, 15½ m. ; S. ½ of 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; N. ½ of 20, 24½ m. ; S. ½ of 20, 27½ m.

Range 5.—13 to 23, 50 m. each.

Range 6.—N. ½ of 10, 25 m. ; N. ½ of 11, 25 m. ; 13 to 16 and 20 to 23, 50 m. each.

Range 7.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each.

Range 8.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each.

River du Lièvre, N. W. branch, Nos. 7 and 8, 50 m. each.

River du Lièvre, middle branch, No. 7, 40 m. ; No. 8, 30 m. ; No. 9, 65 m.

Upper Gatineau, 1, 2 and 3, 45 m. each ; 4 and 5, 50 m. each ; 6, 42 m. ; 7, 8 and 9, 25 m. each ; 10, 50 m. ; 11, 35 m. ; 12 to 20, 50 m. each ; 21, 70 m. ; 22 to 30, 50 m. each ; 31, 60 m. ; 32 to 37, 50 m. each.

## SAINT MAURICE.

Manouan 8, south, 30 m. ; 9, north, 21 m. ; Upper Saint Maurice, 15, 60 m. ; 16, 38 m. ; 28, 62 m. ; 29, 35 m. ; 30, 30 m. ; 31 and 35 to 43, 50 m. each ; 44, 49 m. ; 45 to 66, 50 m. each.

## SAINT CHARLES.

River du Moulin, 4, 12 m. ; rivières aux Ecorces et au Canot, 39 m. ; river aux Ecorces, 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; river au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba, 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

## LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Dablon, ranges 2, 3 and 4, 2½ m. ; township Déchéne, 18 m.

## LAKE SAINT JOHN EAST.

Township Kenogami No. 2, 2 m.

## SAGUENAY.

River Malbaie, No. 17, 37 m. ; township Callières, 14 m. ; rear township Callières, 18 m. ; Saguenay West, 1a, 10 m. ; part of Saguenay 3 and 4 west, 49 m. ; Bergeronnes 1 east, 25 m. ; river Sainte Marguerite, No. 87, 24½.

River Manicouagan : 8, 9, 13 to 28, each 50 m.

River aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 to 13, each 50 m.

Sault au Cochon : 1 east, 30 m. ; 2 east, 36 m. ; 3 east, 41 m. ; 4 east, 33 m. ; 4a east 39 m. ; 5

40 m. ; 5a est, 39 m. ; 6 est, 60 m. ; 7 est, 55 m. ; 8 est, 46 m. ; 9 est, 65 m. ; 10 est, 68 m. ; 2 ouest, 55 m. ; 3 ouest, 50 m. ; 4 ouest, 33 m. ; 5 ouest, 38 m. ; 6 ouest, 60 m. ; 7 ouest, 64 m.  
Rivière Magpie : A, 52 m. ; B, 42.  
Rivière Natashquan : 1 à 4, chacune 50 m.  
Rivière Piashte Bay : 1 à 8, chacune 25 m.  
Rivière Saint-Augustin : 1 à 8, chacune 25 m.  
Ruisseaux Vachon et Iles de Mai, 60 m.

## GRANDVILLE.

Canton Bégon, No 14, 2½ m.

## SAINT-LAURENT DE MATAPEDIA.

Canton Assemetquagan, 63 m ; canton Ristigouche, rangs de la rivière 2 et 3, 1½ m.

## RIMOUSKI EST.

Rivière Cap-Chat : 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. ; rivière Matane A, 48 m.

## RIMOUSKI OUEST.

Canton Macpès, rangs 7 à 9, 5 m.

## BONAVENTURE OUEST.

Canton Carleton, rangs 5 et 6, 3½ m.

## GASPÉ OUEST.

Rivière Sainte-Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

## GASPÉ EST.

Grande rivière : T, 39 m.

## GASPE CENTRE.

Rivière Saint-Jean : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

## CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moins que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée.

A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux positions des dits règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en vigueur ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au Département des Terres et Forêts, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,  
Ministre des Terres et Forêts.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphi-

east, 40 m. ; 5a east, 39 m. ; 6 east, 60 m. ; 7 east, 55 m. ; 8 east, 46 m. ; 9 east, 65 m. ; 10 east, 68 m. ; 2 west, 55 m. ; 3 west, 50 m. ; 4 west, 33 m. ; 5 west, 38 m. ; 6 west, 60 m. ; 7 west, 64 m.  
River Magpie : A, 52 m. ; B, 42 m.  
River Natashquan : 1 to 4, each 50 m.  
River Piashte Bay : 1 to 8, each 25 m.  
River Saint Augustin : 1 to 8, each 25 m.  
Vachon and May Islands brooks, 60 m.

## GRANDVILLE.

Township Bégon No. 14, 2½ m.

## SAINT LAURENT DE MATAPEDIA.

Township Assemetquagan, 63 m. ; township Ristigouche, river ranges 2 and 3, 1½ m.

## RIMOUSKI EAST.

River Cap Chat, 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. river Matane A, 48 m.

## RIMOUSKI WEST.

Township Macpès, ranges 7 to 9, 5 m.

## BONAVENTURE WEST.

Township Carleton, ranges 5 and 6, 3½ m.

## GASPE WEST.

River Sainte Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

## GASPE EAST.

Grande rivière : T, 39 m.

## GASPE CENTRE.

River S-int John : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

## CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are open for inspection in the Department of Lands and Forests, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

1168 ADELARD TURGEON  
Minister of Lands and Forests.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction

que; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts,

or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing for the Statutes, and shall

de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comté, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

1341

LOUIS FRECHETTE,  
G. C. L.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

1342

LOUIS FRECHETTE,  
C. L. O.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1343 Greffier de l'Assemblée Législative.

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 438

Dame Eva Aronovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Gold, du même lieu, tailleur, dûment autorisée à l'effet des présentes,

Demanderesse ;

vs

Samuel Gold, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, institué par la demanderesse contre le défendeur.

JACOBS & GARNEAU,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 mai 1906. 1909

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3252.

Dame Lavinia Gage Shearer, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de William Robert Ellis, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit William Robert Ellis, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le seizième jour de mai courant 1906.

McCORMICK & LEBOURVEAU,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 16 mai 1906. 1885

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 269.

Dame Annie M. Grose, épouse de Alfred Brittain, des cité et district de Montréal, ingénieur civil,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Alfred Brittain, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

STEPHENS & HARVEY,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1906. 1885.4

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1344 Clerk of the Legislative Assembly.

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 438.

Dame Eva Aronovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Gold, of the same place, tailor, duly authorized for the purposes of these presents,

Plaintiff ;

vs

Samuel Gold, Defendant.  
An action in separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against defendant.

JACOBS & GARNEAU,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th May, 1906. 1910

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 3252.

Dame Lavinia Gage Shearer, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife common as to property of William Robert Ellis, of the same place, carpenter, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said William Robert Ellis, Defendant.  
An action in separation as to property was entered in this cause, the sixteenth day of May instant, 1906.

McCORMICK & LEBOURVEAU,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1906. 1886

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 269.

Dame Annie M. Grose, wife of Alfred Brittain, of the city and district of Montreal, civil engineer,

Plaintiff ;

vs.

The said Alfred Brittain, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

STEPHENS & HARVEY,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th April, 1906. 1586

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 333.  
Dame Aurélie Martineau, épouse commune en biens de Alfred Martineau, de Saint-Edmond de Stoneham, marchand de bois, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
vs  
Le dit Alfred Martineau, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ème jour de février dernier.  
LANE & CANTIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 2 mai 1906. 1739.3

Province de Québec,  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 78.  
Dame Philomène Delorme, actuellement de la ville de Victoriaville, épouse commune en biens de Honoré Lambert, de Saint-Médard de Warwick, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;  
vs  
Le dit Honoré Lambert, cultivateur, de Saint-Médard de Warwick, Défendeur.  
Une action en séparation de corps a été, ce jour, intentée contre le dit défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Arthabaska, 17 avril 1906. 1529-5

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 2840.  
Dame Alvanée Brunet, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph L. E. Dussault, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
vs  
Joseph L. E. Dussault, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

ARTHUR LARAMEE,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 21 avril 1906. 1597.4

Province de Québec,  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 75.  
Chrysostôme Houle, cultivateur, de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, Demandeur ;  
vs  
Mary Auger, épouse du dit Chrysostôme Houle, du même lieu, dûment autorisée aux présentes, Demanderesse ;  
Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée en cette cause contre la demanderesse.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs du demandeur.  
Arthabaska, 14 avril 1906. 1527-5

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
Dame Betsey Ann Willard, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Edward Duffey, du même lieu, Demanderesse ;  
vs  
Edward Duffey, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeur.  
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit défendeur.  
CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 25 avril 1906. 1663.4

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 333.  
Dame Aurelie Martineau, wife common as to property of Alfred Martineau, of Saint Edmond de Stoneham, lumber merchant, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;  
vs  
The said Alfred Martineau, Defendant.  
A suit for separation of property has been brought in this cause on the 2nd day of February last.  
LANE & CANTIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, 2nd May, 1906. 1740

Province of Quebec,  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 78.  
Dame Philomène Delorme, actually in the city of Victoriaville, wife common as to property of Honoré Lambert, of Saint-Médard de Warwick, duly authorized to the presents, Plaintiff ;  
vs  
The said Honoré Lambert, farmer, of Saint-Médard de Warwick, Defendant.  
An action for separation from bed and board has, this day, been instituted against the defendant in that case.

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Arthabaska, 17th April 1906. 1530

Province of Quebec,  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2840.  
Dame Alvanée Brunet, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph L. E. Dussault, and duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;  
vs  
Joseph L. E. Dussault, of the same place, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

ARTHUR LARAMEE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 14th April, 1906. 1598

Province of Quebec,  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 75.  
Chrysostôme Houle, farmer, of the parish of Saint Albert de Warwick, Plaintiff ;  
vs  
Mary Auger, wife of the said Chrysostôme Houle, of the same place, duly authorized to the presents, Defendant.  
An action for separation from bed and board has been taken by the plaintiff against the defendant, this day.

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Arthabaska, 14th April, 1906. 1528

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
Dame Betsey Ann Willard, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Edward Duffey, of the same place, Plaintiff ;  
vs  
Edward Duffey, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendant.  
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the said defendant.  
CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 25th April, 1906. 1664

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 2817.

Dame Eugénie Catherine Valiquet, épouse commune en biens de Collins A. Stevens, des cité et district de Montréal, commis, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

STEPHENS & HARVEY,  
 Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1906. 1607.4

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*  
 No 29.

Dame Mathilda Boislard, épouse commune en biens de Gédéon Vallières, de la paroisse de Sainte-Anastasio de Nelson, cultivateur ; la dite Mathilda Boislard, demeurant actuellement et temporairement en la ville de Victoriaville, dûment autorisée aux fins des présentes. Demanderesse ;

vs.

Le dit Gédéon Vallières, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée contre le défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,  
 Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 14 février 1906. 1525.5

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*  
 No 1290.

Dame Léa Leblanc, de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, épouse commune en biens de François Dupuis, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs.

Le dit François Dupuis, cultivateur, du même lieu, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

LUDGER CODEBECQ,  
 Avocat de Demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 29 mars 1906. 1577-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 2927.

Dame Marie Jeanne Dumont, épouse commune en biens de Godfroy Daunais, barbier, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

CHARLEMAGNE RODIER,  
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 10 mai 1906. 1843.2

Dame Léontine Thibault, épouse de Joseph Michaud, de Saint-Mathias de Cabano, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 3594 des dossiers de la cour supérieure, du district de Kamouraska.

W. A. POTVIN,  
 Avocat de la demanderesse.

Fraserville, 27 avril 1906. 1797.2

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure*.

Dame Eléonore Martineau, de la paroisse de Saint-Romuald, épouse commune en biens de Joseph Omer Bertrand, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Omer Bertrand, de la dite paroisse de Saint-Romuald, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

JEAN GOSSELIN,  
 Procureur de la demanderesse.

Québec, 7 mai 1906. 1775.2

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 2817.

Dame Eugénie Catherine Valiquet, wife common of Collins A. Stevens, of the city and district of Montreal, clerk, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

STEPHENS & HARVEY,  
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th April, 1906. 1608

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court*  
 No. 29.

Dame Mathilda Boislard, wife common as to property of Gédéon Vallières, of the parish of Sainte-Anastasio de Nelson, farmer ; the said Mathilda Boislard, living actually and temporarily in the city of Victoriaville, duly authorized to these presents, Plaintiff ;

vs.

The said Gédéon Vallières, Defendant.  
 An action for separation from bed and board has been, this day, instituted against the defendant in that case.

PERRAULT & PERRAULT,  
 Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 14th February, 1906. 1526

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court*  
 No 1290

Dame Léa Leblanc, of the parish of St-Anicet, district of Beauharnois, wife in community as to property of François Dupuis, of the same place, and duly authorized to appear in court, Plaintiff ;

vs.

The said François Dupuis, farmer, of the same place, Defendant.  
 An action for separation from bed and board and of property has been brought this day by the plaintiff against the defendant.

LUDGER CODEBECQ,  
 Attorney for Plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 29th March, 1906. 1578

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 No. 2927.

Dame Marie-Jeanne Dumont, wife common as to property of Godfroy Daunais, barber, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

CHARLEMAGNE RODIER,  
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th May, 1906. 1844

Dame Léontine Thibault, wife of Joseph Michaud, of Saint Mathias de Cabano, has taken, to day, an action in separation as to property against her husband, under No. 3594 of the records of the superior court, district of Kamouraska.

W. A. POTVIN,  
 Attorney for plaintiff.

Fraserville, 27th April, 1906. 1798

Province of Quebec, }  
 District of Québec. } *Superior Court*.

Dame Eléonore Martineau, of the parish of Saint-Romuald, wife common as to property of Joseph Omer Bertrand, laborer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Omer Bertrand, of the said parish of Saint Romuald, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

JEAN GOSSELIN,  
 Attorney of the plaintiff.

Quebec, 7th May, 1906. 1776

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2965.

Dame Exilda Descent a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Lemaire, charpentier, tous deux des cités et district de Montréal.

M. G. LAROCHELLE,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 4 mai 1906. 1755.2

Cour Supérieure. Kamouraska. No. 3578. Une action en séparation de biens a été instituée le 9 avril 1906, par Dame Adelia C. Normand, épouse de Joseph Hudon, ouvrier, de Saint-Paschal, contre le dit Joseph Hudon. Jules Langlais, avocat de la demanderesse. Fraserville, 6 mai 1906.

1795.2

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Zéphérine Beaulieu, du canton d'Emberton, district de Saint-François, épouse commune en biens de Godfroi Rioux, contracteur, du même lieu et district, dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure,  
Demanderesse ;

vs

Godfroi Rioux, du canton d'Emberton, district de Saint-François, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

EMILE RIOUX,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 8 mai 1906. 1813.2

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Joseph Garneau, du canton de Ham Nord, endroit appelé Tardif's Mills, a été poursuivi en séparation de biens par son épouse, Dame Marguerite Nadeau, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes.

CREPEAU & MAILHIOT,

Procureurs de la demanderesse.

Daté ce 8 mai 1906. 1815.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 383.

Arsénie Bachand, des cités et district de Montréal, a, le 13 avril 1905, intenté une action en séparation de biens contre Charles Séguin, peintre de Montréal.

1629.4 CINQMARS & CINQMARS.

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. }

Dame Délina Rondeau a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Dubuque, cultivateur, de Marieville, district de Saint-Hyacinthe.

L. P. FOURNIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 9 avril 1906. 1501-5

AVIS DE L'ADMINISTRATEUR AUX  
CREANCIERS.

Par la succession de Archibald Cecil Burgess, ci-devant de la ville de Carleton Place, dans le comté de Lanark, gentilhomme, décédé.

Avis est par le présent donné, conformément aux statuts révisés d'Ontario, 1897, chapitre 129, section 38, que toutes personnes ayant des réclamations ou demandes contre les biens de feu Archibald Cecil Burgess, décédé le ou vers le 26e jour de février 1905, ou contre George Arthur Burgess, comme son curateur, sont requises, le ou avant le 5e jour de juin 1906, de donner ou envoyer par poste port payé aux solliciteurs de l'administrateur ou à l'administrateur leurs noms, résidences et

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2965.

Dame Exilda Descent, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Alfred Lemaire, carpenter, both of the city and district of Montreal.

H. G. LAROCHELLE,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th May, 1906. 1756

Superior Court. Kamouraska. No. 3578. An action in separation of property has been instituted on the 9th of April, 1906, by Adelia C. Normand, wife of Joseph Hudon, joiner, of Saint Paschal, against the said Joseph Hudon. Jules Langlais, advocate for plaintiff. Fraserville, 6th May, 1906.

1796

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Zéphérine Beaulieu, of the township of Emberton, district of Saint Francis, wife common as to property of Godfroi Rioux, contractor, of the same place and district, duly authorized for the ends hereof by a judge of the superior court,  
Plaintiff ;

vs

Godfroid Rioux, of the township of Emberton, district of Saint Francis, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant in this cause.

EMILE RIOUX,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 8th May, 1906. 1814

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Joseph Garneau, of the township of North Ham, part known as Tardif's Mills, has been sued for separation as to property by his wife, Dame Marguerite Nadeau, of the same place, thereto duly authorized.

CREPEAU & MAILHIOT,

Attorneys for plaintiff.

Dated this 8th May, 1906. 1816

Province of Quebec. }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 383.

Arsénie Bachand, of the city and district of Montreal, has, on the 13th April, 1905, instituted an action for separation as to property against Charles Séguin, painter, of the same place.

1630 CINQMARS & CINQMARS.

Province of Quebec, }  
District of Saint-Hyacinthe. }

Dame Delima Rondeau, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Dubuque, farmer, of Marieville, district of Saint Hyacinthe.

L. P. FOURNIER,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinthe, 9th avril 1906. 1502

ADMINISTRATORS' NOTICE TO CREDITORS.

In the estate of Archibald Cecil Burgess, late of the town of Carleton Place, in the county of Lanark, gentleman, deceased.

Notice is hereby given, pursuant to the revised statutes of Ontario, 1897, chapter 129, section 38, that all persons having claims or demands against the estate of the late Archibald Cecil Burgess, deceased, who died on or about the 26th day of February, 1905, or against George Arthur Burgess, as his committee, are required, on or before the 5th day of June, 1906, to deliver or send by post prepaid to the undersigned solicitors for the administrator or to the administrator, their names, addresses

descriptions, tous les détails de leurs réclamations, états de leurs comptes et la nature de la garantie, si elles en ont, dûment vérifiées.

Avis est donné qu'après telle date en dernier lieu mentionné, le dit administrateur procédera à la distribution des biens du dit décédé aux personnes y ayant droit, ayant égard seulement aux réclamations dont il aura été notifié, et ne sera pas responsable des dits biens ou aucune partie d'iceux ainsi distribués à toute personne ou personnes dont les réclamations n'auront pas été notifiées au temps de telle distribution.

Barwick, Aylesworth, Wright & Moss, 18 et 20, rue King West, Toronto, solliciteurs de The Toronto General Trusts Corporation, Toronto et Ottawa, administratrice.

Daté, 3 mai 1906.

1757.2

#### AVIS.

Une assemblée générale spéciale des actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer de Joliette & Brandon sera tenue au bureau de la compagnie, 7, Place d'Armes, Montréal, mardi, le vingt-deux mai courant (1906), à midi, aux fins suivantes : 1<sup>e</sup> Pour considérer s'il est opportun de louer le chemin de fer, la propriété et les franchises de la dite compagnie à "The Canadian Pacific Railway Company", et si oui, pour approuver les termes, conditions et la forme de tel bail ; 2<sup>e</sup> Pour considérer et décider l'opportunité de créer une émission de débetures avec première hypothèque, et si telle émission de débetures est décidée, alors pour en fixer respectivement le montant, le taux d'intérêt ou autres termes auxquels telles débetures seront émises, et aussi pour autoriser et approuver la forme de l'hypothèque, s'il y a lieu, à être donnée pour garantir le paiement des dites débetures.

Par ordre du bureau de direction.

M. S. LONERGAN,

Secrétaire-trésorier.

Montréal, 3 mai 1906.

1687-3

#### Avis de Faillites

\*Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour de Circuit.*  
*In re* Amédée D. Trudeau, de Coaticooke, district de Saint-François, Insolvable.

Avis est donné par les présentes que le 10<sup>e</sup> jour de mai 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. STANISLAS BACHAND,

Curateur.

St-Pierre & Verret,

Procureurs du curateur.

Coaticook, 14 mai 1906.

1857

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 65.

Dans l'affaire de Morris & Gilman Company, En liquidation.

Avis est par le présent donné que, par jugement de cette cour, rendu à Montréal, le 11<sup>e</sup> jour de mai courant, j'ai été nommé liquidateur des affaires de la dite compagnie.

Les créanciers sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours de cette date.

F. M. GILMAN,

Liquidateur.

Bureau, 205, rue Saint-Jacques,  
Bâtisse de la Banque des Marchands.  
Montréal, 15 mai 1906.

1879

and descriptions, full particulars of their claims, statements of their accounts, and the nature of the security (if any) held by them, duly verified.

And take notice that after such last mentioned date, the said administrator will proceed to distribute the assets of the said deceased among those entitled thereto, having regard only to the claims of which it shall then have notice, and that it will not be liable for the said assets or any part thereof so distributed to any person or persons of whose claims it had not notice at the time of such distribution.

Barwick, Aylesworth, Wright & Moss, 18 and 20 King st. West, Toronto, solicitors for The Toronto General Trusts Corporation, Toronto and Ottawa, administrator.

Dated, 3rd May, 1906.

1758

#### NOTICE.

A special general meeting of the shareholders of the Joliette and Brandon Railway Company will be held at the office of the Company, 7, Place d'Armes, Montreal, on Tuesday, the twenty second day of May instant (1906), at the hour of twelve o'clock noon, for the following purposes, that is to say : 1. To consider whether it is expedient to lease the company's railway property and appurtenances to the Canadian Pacific Railway Company, and if so, to approve of the terms and conditions and form of such lease ; 2. To consider and decide upon the expediency of creating an issue of first mortgage bonds, and if an issue of bonds be decided upon, then to fix the respective amount thereof, the rate of interest and other terms upon which they shall be issued, and also to authorize and to approve the form of a mortgage, if any, to be given to secure payment of the said bonds.

By order of the board.

M. S. LONERGAN,

Secretary treasurer.

Montreal, 3rd May, 1906.

1688

#### Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
*In re* Amédée D. Trudeau, of Coaticooke, district of Saint Francis, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of May, 1906, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from this notice.

STANISLAS BACHAND,

Curator.

St-Pierre & Verret,

Attorneys for curator.

Coaticook, 14th May, 1906.

1858

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 65.

In the matter of Morris & Gilman Company, In liquidation.

Notice is hereby given that, by judgment of this court, rendered at Montreal, on the 11th day of May instant, I was appointed liquidator to wind up the affairs of the said company.

Creditors are hereby notified to file their claims with me within 30th days from this date.

F. M. GILMAN,

Liquidator.

Office, 205, Saint James street,  
Merchants' Bank Building.  
Montreal, 15th May, 1906.

1880

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re Empire Home Furnishing Co., Montreal,*  
 Faillie.

Avis est par le présent donné que le 5e jour de mai 1906, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Curateurs conjoints.

Montréal, 5 mai 1906. 1849

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
*In re Donat Ducharme, marchand général, Magog,*  
 Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé par nous en cette affaire, et sera payable le ou après le 12 juin 1906, à nos bureaux.

Toute contestation à ce dividende devra être filée entre nos mains avant cette date.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.

55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1855

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re J. W. Cadieux, épicier, Montréal,*  
 Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé par nous en cette affaire, et sera payable le ou après le 12 juin 1906, à nos bureaux.

Toute contestation à ce dividende devra être filée entre nos mains avant cette date.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.

55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1853

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure*  
*In re J. E. Bédard,*  
 et Requérent cession ;

C. J. Paradis *et al.* Insolvable.

Avis public est par les présentes donné que les dits faillis ont fait cession de leurs biens le onze mai courant, entre les mains du protonotaire de cette cour, et que j'ai été nommé gardien provisoire des biens de la dite faillite.

EDMOND GIROUX,  
 Gardien provisoire.

125, rue Saint-Pierre.  
 Québec, 14 mai 1906. 1851

*District de Québec.*

*Re J. E. Zotique Plamondon, marchand, Québec,*  
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 14 mai 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâti-se de la Cie Richelieu.  
 Québec, 16 mai 1906. 1893

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*  
 No 13.

Avis est par le présent donné que T. Evariste Gagnier, pharmacien, de la cité et du district de Montréal, mais ayant sa principale place d'affaires en la cité de Saint-Hyacinthe, a fait cession de ses

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re Empire Home Furnishing Co., Montreal,*  
 Insolvents.

Notice is hereby given that on the 5th day of May, 1906, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

ARTHUR W. WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Joint curators.

Montreal, 5th May, 1906. 1850

Province of Quebec, }  
 District of Saint-Francois. } *Superior Court.*  
*In re Donat Ducharme, general merchant, Magog,*  
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared by us, and will be payable at our offices, on or after the 12th of June, 1906.

Any contestation to the said dividend sheet must be filed into our hands within that date.

P. J. CHARTRAND  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.

54, Saint François Xavier, Montreal. 1856

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re J. W. Cadieux, grocer, Montreal,*  
 Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared by us, and will be payable at our offices, on or after the 12th of June, 1906.

Any contestation to the said dividend sheet must be filed into our hands within that date.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.

55, Saint François Xavier, Montreal. 1854

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court*  
*In re J. E. Bédard, Petitioner for assignment ;*  
 and Insolvents.

Public notice is hereby given that the said insolvents have made an assignment on the eleventh day of May instant, in the hands of the protonotary of this court, and that I have been appointed provisional guardian to the said insolvent estate.

EDMOND GIROUX,  
 Provisional guardian.

125, Saint Peter street.  
 Québec, 14th May, 1906. 1852

*District of Québec.*

*Re J. E. Zotique Plamondon, merchant, Québec,*  
 Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 14th May, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Québec, 16th May, 1906. 1894

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
 No. 13.

Notice is hereby given that T. Evariste Gagnier, druggist, of the city and district of Montreal, but having his principal place of business in the city of Saint-Hyacinth, has, on the 14th of May, 1906,

biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 14 mai 1906, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe, conformément à la loi.

1903 **EMILE OSTIGNY,**  
Gardien provisoire.

*District de Beauce.*

Re Bernard Wittes, East Broughton, marchand,  
Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 4 juin 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

**V. E. PARADIS,**  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 16 mai 1906. 1887

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure*  
*In re* Odilon Sabourin, du village de Saint-Ignace  
du Nomingue, marchand, Failli.  
Avis est donné que le 11 mai 1906, le dit failli a  
déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du  
district d'Ottawa.

**PIERRE H. DUFRESNE,**  
Gardien provisoire. 1877

19 mai 1906.

*District de Québec.*

Re J. B. Nadeau, marchand tailleur, Québec,  
Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 juin 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

**V. E. PARADIS,**  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 16 mai 1906. 1889

*District de Rimouski.*

Joseph William Tremblay, du Bic, marchand,  
a, le 10 mai 1906, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

**V. E. PARADIS,**  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 16 mai 1906. 1891

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* F. P. Couture, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 15e jour de mai 1906, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

**P. J. CHARTRAND,**  
**P. L. TURGEON,**  
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.  
Montréal, 15 mai 1906. 1865

made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office for the district of Saint Hyacinth, according to law.

1904 **EMILE OSTIGNY,**  
Provisional guardian.

*District of Beauce.*

Re Bernard Wittes, merchant, East Broughton,  
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 4th June, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

**V. E. PARADIS,**  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 16th May, 1906. 1888

Province of Québec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
*In re* Odilon Sabourin, of the village of Saint Ignace  
du Nomingue, merchant, Insolvent.  
Notice is given that on the 11th May, 1906,  
said insolvent has filed his statement in the  
prothonotary office of the district of Ottawa.

**PIERRE H. DUFRESNE,**  
Provisional guardian. 1878

19th May, 1906.

*District of Québec.*

Re J. B. Nadeau, merchant tailor, Québec,  
Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 5th June, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

**V. E. PARADIS,**  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 16th May, 1906. 1890

*District of Rimouski.*

Joseph William Tremblay, of Bic, merchant, has, on the 10th May, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

**V. E. PARADIS,**  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 16th May, 1906. 1892

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
*In re* F. P. Couture, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 15th day of May, 1906, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

**P. J. CHARTRAND,**  
**P. L. TURGEON,**  
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint-François-Xavier street, Montreal.  
Montreal, 15th May, 1906. 1866

## Licitation

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1730.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le dix-septième jour d'avril mil neuf cent six, dans une cause dans laquelle Alexandre Desmarceau, comptable, de la cité et du district de Montréal, est Demandeur, et Dame Mélina Roy, de la cité et du district de Montréal, veuve de Olivier Maurice Augé, en son vivant avocat et conseil du Roi, du même lieu; Edouard J. Augé, chirurgien-dentiste, de Woonsocket, Rhode Island, états unis d'Amérique; Cordélia Augé, de Putnam, Connecticut, états-unis d'Amérique, veuve de Ferdinand Martin, en son vivant du même lieu; Parmélia Augé, de Putnam susdit, épouse de Pierre *alias* René St George, journalier, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Michel Augé, journalier, de Holyoke, dans l'état de Massachusetts, états-unis d'Amérique; Auguste Augé, journalier, de North Pawnee, dans l'état du Vermont, états-unis d'Amérique; Mélina Augé, de Eastman, dans le comté de Brome, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Auguste Richard, journalier, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Armésine Augé, épouse commune en biens de Henri Rondeau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Félix de Valois, dans le district de Joliette, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Marie Augé, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Louis St Jean, employé civil, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Joseph Haynes, architecte, du même lieu; Charles H. Catelli, manufacturier, du même lieu; Michel Benoit, comptable, du même lieu; Narzal Birtz Desmarceau, médecin, du même lieu, et Lionel J. Smith, marchand, du même lieu, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre de forme irrégulière, formant une partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-sept (No 37), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté Jacques-Cartier, contenant environ quatre-vingt-dix arpents en superficie, le tout plus ou moins; bornée en front au sud-est par le chemin public, en arrière au nord-ouest et du côté nord-est par la rivière des Prairies, et du côté sud-ouest par Léandre Lecavalier—avec une maison, une grange et autres bâties dessus construites, avec aussi droit de passage sur la terre du dit Léandre Lecavalier, étant une partie sud-ouest du dit lot numéro trente-sept (No 37), à pied et en voiture, à perpétuité, sur l'autre partie du numéro trente sept (No 37) à l'eau haute, le printemps seulement, à la charge de fermer soigneusement les barrières.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain 1906, cour tenant, dans la cour supérieure, chambre numéro trente et un, dans le palais de justice, dans la cité de Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges et conditions de la vente, déposé au greffe du protonotaire de cette cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après

## Licitation

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No 1730.

Notice is given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the seventeenth day of April, one thousand nine hundred and six, in a cause in which Alexandre Desmarceau, accountant, of the city and district of Montreal, is Plaintiff, and Dame Melina Roy, of the city and district of Montreal, widow of Olivier Maurice Augé, in his lifetime advocate and King's counsel, of the same place; Edouard J. Augé, surgeon dentist, of Woonsocket, Rhode Island, in the United States of America; Cordélia Augé, of Putnam, Connecticut, in the United States of America, widow of Ferdinand Martin, in his lifetime of the same place; Parmélia Augé, of Putnam aforesaid, wife of Pierre *alias* René St George, laborer, of the same place, and the said Pierre *alias* René St George, as well personally as for authorizing his said wife to the present; Michel Augé, laborer, of Holyoke, Massachusetts, in the United States of America; Auguste Augé, laborer, of North Pawnee, Vermont, in the United States of America; Mélina Augé, of Eastman, in the county of Brome, in the district of Bedford, wife common as to property of Auguste Richard, laborer, of the same place, and the said Auguste Richard as well personally as for authorizing his said wife to the present; Armésine Augé, wife common as to property of Henri Rondeau, farmer, of the parish of Saint-Félix de Valois, in the district of Joliette, and the said Henri Rondeau as well personally as for authorizing his said wife to the present; Marie Augé, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Louis St Jean, civil employee, of the same place, and the said Louis St Jean as well personally as for authorizing his said wife to the present; Joseph Haynes, architect, of the same place; Charles H. Catelli, manufacturer, of the same place; Michel Benoit, accountant of the same place; Narzal Birtz Desmarceau, physician, of the same place, and Lionel J. Smith, merchant, of the same place, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit :

A lot of land of irregular form, being a north east portion of the lot of land known and designated under number thirty seven (No. 37), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Geneviève, in the county of Jacques Cartier, containing about ninety acres in superficies, the whole more or less; bounded in front towards the south east by the public road, in rear towards the north west and on the north east side by the river des Prairies, and on the south west side by Léandre Lecavalier—with a house, a barn and other buildings thereon constructed, with also the right of passage on the land of said Léandre Lecavalier, being a south west portion of said lot number thirty-seven, on foot and with vehicles, for ever, on the other portion of number thirty seven at high water, during the spring only, with the obligation to close carefully the gates.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the THIRTY FIRST day of MAY next, 1906, sitting the court, in the superior court, room number thirty one, in the court house, in the city of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale, deposited in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within

l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

BEAUDIN, LORANGER & ST GERMAIN,  
Avocats du demandeur.  
Montréal, 23 avril 1906. 1603.2  
[Première publication, 28 avril 1906.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **EUGENE CREPEAU**,  
No 468. } Ecuyer, avocat, C. R.,  
Demandeur ; contre **ERNEST ROBERGE**, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le quatrième jour d'avril dernier, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, aura lieu à la MEME HEURE et au même endroit, le CINQUIEME jour de JUIN 1906.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 15 mai 1906. 1869  
[Première publication, 19 mai 1906.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH NATHANIEL**  
No 21. } **POIRIER**, écuyer, Dem-  
demandeur ; contre **LOUIS FOURNIER**, Défendeur.

Une terre de forme irrégulière, située au village de la paroisse de Saint-Rosaire, faisant partie du lot numéro ix, du sixième rang du canton de Bulstrode, connue et désignée au cadastre officiel de ce canton, comme étant une partie du lot numéro trois cent cinq (p. 305), contenant deux arpents de front sur environ onze arpents de profondeur, prenant de là deux arpents et demi de front sur environ quatorze arpents de profondeur ; tenant en front partie à l'Œuvre et Fabrique de Saint-Rosaire et partie à George Burke, joignant du côté est à Etienne Goulet, et de l'autre côté partie à l'Œuvre et Fabrique de Saint-Rosaire et partie à Alexandre Hébert—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Saint-Rosaire, le VINGTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 16 mai 1906. 1867  
[Première publication, 19 mai 1906.]

#### MANDAT DU CURATEUR.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **IN RE AMÉDÉ BRU-**  
No 200. } **NELLE**, Insolvable ;  
et **V. E. PARADIS**, Curateur.

1° Un emplacement maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Princeville, sous le numéro cinquante-deux (52), contenant quarante-quatre pieds de front sur quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, plus ou moins—avec maison, grange, étable et autres bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement de forme irrégulière, étant la continuation en profondeur de l'emplacement sus-décrié, tel qu'il est enclos au bout de la dite profondeur, et faisant partie de la terre connue au

six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from doing so.

BEAUDIN, LORANGER & ST GERMAIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd April, 1906. 1604  
[First published, 28th April, 1906.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **EUGENE CREPEAU**,  
No. 468. } Esquire, K. C., Plaintiff ;  
against **ERNEST ROBERGE**, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of immovable seized in this cause, which was to take place at ten o'clock before noon, on the fourth of April last, at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, will take place at the SAME HOUR and place, on the FIFTH day of JUNE next, 1906.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 15th May, 1906. 1870  
[First published, 19th May, 1906.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **JOSEPH NATHANIEL**  
No. 21. } **POIRIER**, Esquire,  
Plaintiff ; against **LOUIS FOURNIER**, Defendant.

A piece of land of irregular form, in the village of the parish of Saint Rosaire, being part of lot number six, on the sixth range of the township of Bulstrode, known on official cadastre for said township, as being part of lot number three hundred and five (p. 305), containing two arpents in front by about eleven arpents in depth, and thence two and one half arpents in front by about fourteen arpents in depth ; bounded in front partly by Saint Rosaire church property and partly by George Burke, on the east side by Etienne Goulet, and on the other side partly by church property and partly by Alexandre Hébert—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame of Saint Rosaire, in the TWENTIETH day of JUNE next, 1906, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 16th May, 1906. 1868  
[First published, 19th May, 1906.]

#### CURATORS WRIT.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **IN RE AMÉDÉ BRU-**  
No 200. } **NELLE**, Insolvent ; and  
**V. E. Paradis**, Curator.

1. An emplacement now known and described on the official plan and book of reference for the village of Princeville, under number fifty two (52), containing forty four feet in front by ninety eight feet in depth, more or less—with a house, barn, stables and other buildings thereon erected.

2. An emplacement of irregular form, being the continuation in depth of the above described emplacement, as it is fenced at the end of said depth, and being part of the piece of land known as cadastral

cadastre du dit village de Princeville, sous le numéro quarante et un (41)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus les dits deux emplacements "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1906, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 27 avril 1906. 1625.2  
[Première publication, 28 avril 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } JAMES REED, ECR.,  
No 272. } M.D., Demandeur ;  
contre EDWIN L. LOOMIS, Défendeur.

Les lots numéros vingt-neuf et trente du rang C, et vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf du rang A, dans le canton de Coleraine—avec les constructions, sheds, bouilloires à vapeur, engins, "steam hoist" et machineries qui font partie de l'immeuble et servant à l'exploitation de la mine d'asbeste.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI 1906, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 27 avril 1906. 1627.2  
[Première publication, 28 avril 1906.]

lot number forty-one (41), of the said village of Princeville—with buildings thereon erected.

To be sold said two emplacements in a block, at the parochial church door of Saint Eusebe of Stanfold, on the TWENTY NINTH day of MAY, 1906, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 27th April, 1906. 1625  
[First published, 28th April, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } JAMES REED, Esq., M.  
No. 272. } D., Plaintiff ; against  
EDWIN L. LOOMIS, Defendant.

Lots numbers twenty nine and thirty of range C, and twenty seven, twenty eight and twenty nine of range A, in the township of Coleraine—with the buildings, sheds, steam boilers, engines, steam hoist and machinery forming part of the immovable and pertaining to the working of the asbestos mine.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the THIRTY FIRST day of MAY, 1906, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 27th April, 1906. 1628  
[First published, 28th April, 1906.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Province de Québec, } LINIERE VACHON,  
Beauce, à savoir : } Demandeur ; contre  
No 110. } JOSEPH GOURDE ET AL,  
Défendeurs.

Un moulin à scier—circonstances et dépendances, construit sur un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, en le neuvième rang du canton de Cranbourne, de la contenance d'un arpent et demi en superficie, plus ou moins ; borné au sud au Lac Etchemin, au nord au chemin faisant partie du lot de terre numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593), du cadastre pour le dit canton de Cranbourne, susdite paroisse de Sainte-Germaine, avec tous les droits de location, d'occupation et autres, appartenant aux défendeurs, concernant le dit emplacement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 11 mai 1906. 1873  
[Première publication, 19 mai 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Province de Québec, } LINIERE VACHON,  
Beauce, à savoir : } Demandeur ; contre  
No 110. } JOSEPH GOURDE ET AL,  
Défendeur.

La moitié sud-est du lot de terre numéro cent quatre-vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Ware, situé au troisième rang du dit canton, en la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin—circonstances et dépendances.

### Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court—District of Beauce.*

Province of Québec, } LINIERE VACHON,  
Beauce, to wit : } Plaintiff ; against JO-  
No. 110. } SEPH GOURDE ET AL,  
Defendants.

A saw mill—circumstances and dependencies, built on a lot situate in the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, in the ninth range of the township of Cranbourne, containing one arpent and a half in area, more or less ; bounded on the south by the Lake Etchemin, on the north by the road forming part of the lot of land number five hundred and ninety three (593), of the cadastre of the said township of Cranbourne, said parish of Sainte Germaine, with all the rights of location, occupation and other rights, belonging to the defendants, concerning the said lot.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Germaine of Lake Etchemin, on the NINE-TEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 11th May, 1906. 1874  
[First published, 19th May, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Province of Québec, } LINIERE VACHON,  
Beauce, to wit : } Plaintiff ; against  
No. 110. } JOSEPH GOURDE ET AL,  
Defendants.

The south east half of the lot of land number one hundred and eighty eight, of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Ware, situate in the third range of the said township, in the parish of Sainte Germaine—circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain (1906), à MIDI.

JOS. POIRIER

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 11 mai 1906.

[Première publication, 19 mai 1906.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } D A M E M A R I E A N N E  
No 3871. } H E N A U L T, Demande-  
resse ; contre J O S E P H H E N A U L T, Défendeur.

Un terrain situé en la dite paroisse de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, dans le village d'icelle paroisse, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Félix de Valois, sous le numéro quarante-cinq (45), de figure irrégulière ; borné vers le ruisseau Beaubec et sur le terrain de Maxime Crépeau, No 34, vers le sud par un chemin public, vers l'est par George Read, No 44, et vers l'ouest par Elie Masse, No 46, et contenant en superficie environ vingt-deux perches, sans garantie de mesure précise—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, le TRENTIEME jour du mois de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 23 avril 1906. 1595.2  
[Première publication, 28 avril 1906.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } L A V I L L E D E M A I S O N -  
No 5602. } N E U V E, corps incor-  
poré, ayant le siège de ses affaires dans la ville de  
Maisonnette, district de Montréal, Demanderesse ;  
contre les terres et tenements de FRANÇOIS ALIAS  
FRANCIS DECARY, de Huberdeau, district de  
Terrebonne, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant sis et situé dans la ville de Maisonnette, dans le district de Montréal ; borné en front par la rue Lafontaine, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro cent vingt-cinq (125), de la subdivision du numéro officiel un A (1 A), des dits plan et livre de renvoi officiels.

2° Un lot de terre vacant sis et situé dans la ville de Maisonnette, dans le district de Montréal ; borné en front par la rue Lafontaine, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro cent vingt-six (126), de la subdivision du numéro officiel un A (1 A), des dits plan et livre de renvoi officiels.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, on the NINE-TEENTH day of MAY next (1906), at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Village of Saint-Joseph, Beauce, 11th May, 1906.

[First published, 19th May, 1906.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } D A M E M A R I E A N N E  
No. 3871. } H E N A U L T, Plaintiff ;  
against J O S E P H H E N A U L T, Defendant.

A lot situate in the said parish of Saint Felix de Valois, county of Joliette, in the village of that parish, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Felix de Valois, as number forty five (45), of irregular shape ; bounded by the creek Beaubec and by the land of Maxime Crepeau, No. 34, on the south by a public road, on the east by George Read, No. 44, and on the west by Elie Masse, No. 46, and containing in area about twenty two perches, without warranty of precise measurement—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Felix de Valois, on the THIRTIETH day of the month of MAY next, at ONE of the clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.  
Joliette, 23rd April, 1906. 1596  
[First published, 28th April, 1906.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } T H E T O W N O F M A I S O N -  
No. 5602. } N E U V E, a body politic  
and corporate, having its place of business in the  
town of Maisonnette, district of Montreal, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of FRANÇOIS  
ALIAS FRANCIS DECARY, of Huberdeau, district of  
Terrebonne, Defendant.

1. A vacant lot of land situate and being in the town of Maisonnette, in the district of Montreal ; bounded in front by Lafontaine street, known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as number one hundred and twenty-five (125), of the subdivision of the official number one A (1 A), of the said official plan and book of reference.

2. A vacant lot of land situate and being in the town of Maisonnette, in the district of Montreal ; bounded in front by Lafontaine street, known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as number one hundred and twenty-six (126), of the subdivision of the official number one A (1 A), of the said official plan and book of reference.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 16 mai 1906. 1897  
[Première publication, 19 mai 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } DAME EMMA RENAUD,  
No 1268. } de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, veuve de Camille Groulx, en son vivant ouvrier, du même lieu, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME MARIA LEBEAU, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Filion, boulanger, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, et le dit Joseph Filion partie aux présentes pour autoriser son épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé dans la ville de Saint-Laurent, comme étant une partie non-subdivisée du numéro quatre cent quinze (415), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; tenant en front au chemin public, en arrière à la partie subdivisée du dit numéro quatre cent quinze (415), joignant d'un côté vers le sud-est à Laurent Goyer, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le numéro quatre cent seize (416)—avec une boulangerie, écurie et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 16 mai 1906. 1895  
[Première publication, 19 mai 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } L'IBOIRE CONSTANT,  
No 2467. } marchand, du village de Vaudreuil, dit district, Demandeur; contre les terres et tenements de FRANÇOIS LUCAS, de la Pointe des Cascades, dit district, Défendeur.

1° Un emplacement sis et situé au village de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil; borné en front par la rue Saint Louis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent quinze (No 115).

2° Un autre emplacement sis et situé au même lieu; borné en front par la rue Sainte Angélique, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent trente trois (133).

3° Un autre emplacement situé au même lieu; borné en front par la dite rue Sainte-Angélique, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent trente-quatre (134).

4° Un autre emplacement situé au même lieu; borné en front par la dite rue Sainte Angélique, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent trente-cinq (135).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 25 avril 1906. 1623.2  
[Première publication, 28 avril 1906.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 16th May, 1906. 1898  
[First published, 19th May, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME EMMA RENAUD,  
No. 1268. } of the parish of Saint-Laurent, district of Montreal, widow of Camille Groulx, in his lifetime labourer, of the same place, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME MARIA LEBEAU, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Filion, baker, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, and the said Joseph Filion a party hereunto to authorize his wife, Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot situate in the town of Saint Laurent, as being is the unsubdivided part of number four hundred and fifteen (415), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by the public road, in rear by subdivided part of the said number four hundred and fifteen (415), adjoining on one side to the south east, Laurent Goyer, and on the other side to the north west by the number four hundred and sixteen (416), hereinafter described—with a bakery, stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.  
Montréal, 16th May 1906. 1896  
[First published, 19th May, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } L'IBOIRE CONSTANT, mer-  
No. 2467. } chant, of the village of Vaudreuil, said district, Plaintiff; against the lands and tenements of FRANÇOIS LUCAS, of la Pointe des Cascades, said district, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the village of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil; bounded in front by Saint Louis street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and fifteen (115).

2. Another lot of land situate and being at the same place; bounded in front by Sainte Angélique street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and thirty three (133).

3. Another lot of land situate and being at the same place; bounded in front by said Sainte Angélique street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and thirty four (134).

4. Another lot of land situate and being at the same place; bounded in front by said Sainte Angélique street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and thirty five (135).

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 25th April, 1906. 1624  
[First published, 28th April, 1906.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **HORMISDAS SERRÉ**,  
No. 738. } cultivateur, de la pa-  
roisse de Saint-Philippe, district de Montréal. Dem-  
andeur ; contre les terres et tenements de **THEO-**  
**PHILE AUCLAIR**, bourgeois, de la ville de Lon-  
gueuil, dit district, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la ville de Lon-  
gueuil, du côté sud-ouest du chemin de Chambly,  
contenant soixante et huit pieds de front par cent  
vingt-trois pieds de profondeur, le tout mesure  
française, et plus ou moins, le plus ou le moins  
devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur,  
et étant le lot connu sous le numéro trois cent qua-  
torze (314), sur le plan et au livre de renvoi officiels  
du dit village de Longueuil, dans le comté de  
Chambly ; borné en front par la rue ou chemin de  
Chambly, en profondeur par le numéro officiel trois  
cent treize, d'un côté par la rue Saint-Laurent, et  
de l'autre côté par le lot numéro officiel trois cent  
quinze—avec une maison et autres bâtisses dessus  
construites.

A la charge d'un certain bail à loyer en faveur de  
Dame E. Buteau *et vir*, fait et passé devant M<sup>re</sup>  
J. S. U. Dupras, N. P., le 16 août 1905, suivant  
jugement de l'honorable juge Davidson, en date du  
26 avril 1906.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Longueuil, le TRENTE-UNIÈME  
jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-  
midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Montréal, 26 avril 1906.

165b.2

[Première publication, 28 avril 1906.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **HORMISDAS SERRÉ**, far-  
No. 738. } mer, of the parish of Saint  
Philippe, district of Montreal, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of **THEOPHILE AUCLAIR**,  
gentleman, of the town of Longueuil, said district,  
Defendant.

A lot situate and being in the town of Longueuil,  
on the south west side of the Chambly road, con-  
taining sixty eight feet in front by one hundred and  
twenty three feet in depth, the whole french  
measure, more or less, the excess or deficiency to  
be to the gain or loss of the purchaser, and the said  
lot being known as number three hundred and  
fourteen (314), on the official plan and book of refer-  
ence of the village of Longueuil, in the county of  
Chambly ; bounded in front by the Chambly road  
or street, in depth by the official number three  
hundred and thirteen, on one side by Saint Law-  
ence street, and on the other side by the official  
lot number three hundred and fifteen—with a house  
and other buildings thereon erected.

Subject to the charge of a certain deed of lease in  
favor of Dame E. Buteau *et vir*, made and passed  
before M<sup>re</sup> J. S. U. Dupras, N. P., the 16th of  
August, 1905, pursuant to the judgment of the  
Hon. judge Davidson, dated the 26th of April, 1906.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Longueuil, on the THIRTY FIRST day  
of MAY next, at ELEVEN of the clock in the  
forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 26th April, 1906.

1656

[First published, 28th April, 1906.]

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que  
les TERRES et HÉRITAGES sous mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tels que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit.*

Québec, à savoir : } **LA COMMUNANTE DES**  
No. 909. } **RELIGIEUSES DE**  
**L'HOPITAL GENERAL DE QUEBEC** ; contre  
**LES HÉRITIERS** de feu Octave Armand, à savoir :

Le lot No 1420 (mille quatre cent vingt), du cadas-  
tre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la  
cité de Québec, étant un emplacement situé sur la  
rue Jérôme, circonstances et dépendances. Sujet  
à une rente constituée représentant les droits sei-  
gneuriaux de \$8 45, payable à la communauté des  
Religieuses de l'Hôpital-Général de Québec, le 29  
septembre chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, à Québec, le  
VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN prochain, à  
DIX heures du matin.

OHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Québec, 17 mai 1906.

1917

[Première publication, 19 mai 1906.]

**Ventes par le Sheriff—Richelieu**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**Sheriff's Sales—Quebec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the  
undermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court.*

Québec, to wit : } **THE COMMUNITY OF THE**  
No. 909. } **NUNS OF THE GENERAL**  
**HOSPITAL OF QUEBEC** ; against **THE HEIRS**  
of the late Octave Armand, to wit :

Lot No. 1420 (one thousand four hundred and  
twenty) of the official cadastre for Jacques Cartier  
ward, of the city of Québec, and being a lot situate  
on Jérôme street, circumstances and dependencies.  
Subject to a constituted rent representing the  
seigniorial rights of \$8.45, payable to the Com-  
munity of the Nuns of the General Hospital of  
Québec, on the 29th of September, of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on  
the TWENTY SECOND day of JUNE next, at  
TEN of the clock in the forenoon.

OHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Québec, 17th May, 1906.

1918

[First published 19th May, 1906.]

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit du comté de Berthier.*

Sorel, à savoir : } **D**AME ZOË DESY, Deman-  
No 2573. } deresse ; contre **L**OUIS  
**O**LIVIER, fils de Magloire, Défendeur.

1° Une portion de terre située aux Ilots, en la paroisse de Berthier, contenant dix-neuf perches de front sur toute et telle profondeur qu'il peut y avoir à partir du fleuve Saint-Laurent, à aller au chenal de l'Isle aux Castors ; tenant d'un côté à Joseph Alexis Piette dit Trempe, et de l'autre côté au sud-ouest au dit Joseph Alexis Piette dit Trempe, lequel terrain fait partie du lot connu au cadastre de la dite paroisse de Berthier, sous le numéro six cent cinquante-huit.

2° Une autre portion de terre située au même lieu, connue sous le nom de Batture, de forme irrégulière, contenant environ un arpent de largeur sur environ six à sept arpents de profondeur ; tenant à un bout au terrain ci-dessus désigné, à l'autre bout à Victor Sylvestre, d'un côté au nord au fleuve Saint-Laurent, et de l'autre côté au terrain du dit Joseph Alexis Piette dit Trempe et autres, et connue au cadastre de la paroisse de Berthier, sous le numéro six cent cinquante-sept.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 15 mai 1906. 1875  
[Première publication, 19 mai 1906.]

**Ventes par le Shérif—Saguenay**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **H**ORACE TREMBLAY,  
No 124. } commerçant, de Sainte-  
Agnès, Demandeur ; contre **J**OSIME THIBAUT,  
de Saint-Hilarion, Défendeur.

1° Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Hilarion, contenant deux arpents et demi de front sur trente-six arpents de profondeur ; bornée au nord au troisième rang, au sud au premier rang, d'un côté au nord-est à Julien Bouchard ou ses représentants, et de l'autre côté au sud-ouest à veuve Isaïe Pilote ou ses représentants—sans bâtisses, et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Hilarion, sous le numéro seize B (16 B).

2° Une autre terre située aussi dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Hilarion, étant le numéro huit E (8 E), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Hilarion, contenant environ deux arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur ; bornée au nord-est à Euchariste Duchesne, du côté sud-ouest à Pierre Tremblay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Hilarion, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Malbaie, 11 avril 1906. 1489.2  
[Première publication, 28 avril 1906.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court of the county of Berthier.*

Sorel, to wit : } **D**AME ZOË DESY, Plaintiff ;  
No. 2573. } against **L**OUIS OLIVIER, son  
of Magloire, Defendant.

1. A piece of land situate in the "Ilots", in the parish of Berthier, containing nineteen perches in front by the whole of the depth that there may be starting from the river Saint Lawrence, and going to the Beaver Island Channel (*Chenal de l'Isle aux Castors*); bounded on one side by Joseph Alexis Piette dit Trempe, and on the other side to the south west by the said Joseph Alexis Piette dit Trempe, which land forms part of the lot known on the cadastre of the said parish of Berthier, as number six hundred and fifty eight.

2. Another piece of land situate at the same place, known as the shoal (*batture*), of irregular shape, containing about one arpent in width by about six to seven arpents in depth ; bounded at one end by the lot hereinabove described, at the other end by Victor Sylvestre, on one side to the north by the river Saint Lawrence, and on the other side by the land of Joseph Alexis Piette dit Trempe and others, and known on the cadastre of the parish of Berthier, as number six hundred and fifty seven.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the TWENTIETH day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 15th May, 1906. 1876  
[First published, 19th May, 1906.]

**Sheriff's Sales—Saguenay**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **H**ORACE TREMBLAY,  
No. 124. } trader, of Sainte Agnès,  
Plaintiff ; against **J**OSIME THIBAUT, of Saint  
Hilarion, Defendant.

1. A farm situate in the second range of the parish of Saint Hilarion, containing two arpents and a half in front by thirty six arpents in depth ; bounded to the north to the third range, to the south to the first range, on one side to north east by Julien Bouchard or representatives, and on the other side to the south west by widow Isaïe Pilote or representatives—without buildings, and known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Hilarion, as number sixteen B (16 B).

2. Another farm situate also in the second range of the parish of Saint Hilarion, being number eight E (8 E), of the official cadastre for the said parish of Saint Hilarion, containing about two arpents in front by twenty six arpents in depth ; bounded to the north east by Euchariste Duchesne, to the south west by Pierre Tremblay—with buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of Saint Hilarion, on the TWENTYNINTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Malbaie, 11th April, 1906. 1490  
[First published, 28th April, 1906.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **G**EOURGE N. L. A. No 307. } **G**MOUREUX ET AL., Demandeurs ; contre GEORGE GAGNE, FILS, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Dudswell, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Dudswell, comme lot numéro vingt-cinq A (25A), dans le huitième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Député shérif.

Bureau du shérif,

Sherbrooke, 15 mai 1906.

1901

[Première publication, 19 mai 1906.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **G**EOURGE DAVIAU, No 35. } Demandeur ; contre NAPOLEON RONDEAU, Défendeur, dans une certaine cause où le dit George Daviau était demandeur, et Napoléon Rondeau et al étaient défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village du Lac Weedon, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit village du Lac Weedon, comme lot numéro deux cent vingt et un (221), dans le neuvième rang du canton Weedon, contenant environ soixante et dix acres et un quart en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier, communément appelée Saint-Janvier de Weedon, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

R. A. BIRON,

Député shérif.

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 16 mai 1906.

1899

[Première publication, 19 mai 1906.]

## Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Sainte-Scholastique, à savoir : } **T**HE MONTREAL No 1813. } **L**OAN AND

**M**ORTGAGE COMPANY, Demanderesse ; vs. **J**OHN STUART BUCHAN, Défendeur, à savoir :

1° Un lot de terre situé sur la rivière du Nord Settlement, en la paroisse de Saint-André, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro trois cents (300) ; et borné au nord par le lot No 296, au sud par le lot No 301, à l'est par le chemin

## Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **G**EOURGE N. LAMOU- No 307. } **G**REUX ET AL, Plain-

tiffs ; against GEORGE GAGNE, SON, Defendant.

A piece of land situate in the township of Dudswell, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Dudswell, as lot number twenty-five A (25 A), in the eighth range of the said township—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adolphe de Dudswell, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 15th May, 1906.

1902

[First published, 19 h May, 1906.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **G**EOURGE DAVIAU, No 35. } Plaintiff ; against NA-

POLEON RONDEAU, Defendant, in a certain cause wherein the said George Daviau was plaintiff, and Napoléon Rondeau et al were defendants.

A piece of land situate in the village of Lake Weedon, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said village of Lake Weedon, as lot number two hundred and twenty one (221), in the ninth range of the township of Weedon, containing about seventy acres and a quarter in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Janvier, commonly called Saint Janvier de Weedon, on the NINETEENTH day of JUNE next, at THREE of the clock in the afternoon.

R. A. BIRON,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 16th May, 1906.

1900

[First published, 19th May, 1906.]

## Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Sainte-Scholastique, to wit : } **T**HE MONTREAL No 1813. } **L**OAN AND

**M**ORTGAGE COMPANY, Plaintiff ; vs **J**OHN STUART BUCHAN, Defendant, to wit :

1. A certain lot of land situate on the North River Settlement, in the parish of Saint André, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Andrews, as number three hundred (300) ; and bounded on the north by lot No. 296, on the south by lot No.

public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

2° Une partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 300, au sud par le lot No 303, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

3° Une partie du lot numéro trois cent trois (303), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné du nord par le lot No 301, au sud par une autre partie du lot No 303, appartenant à Hugh Walsh ou représentants, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

4° Une autre partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 299, au sud et à l'est par le lot No 302, connu comme étant le chemin de Beech Ridge, et à l'ouest par une autre partie du dit lot No 301, appartenant à Hugh Walsh ou représentants.

5° Une autre partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par une partie du dit chemin de Beech Ridge, No 302, et partie par le lot No 299, au sud par le lot No 303, à l'est par le lot No 664, et à l'ouest par le dit lot No 302.

6° Une autre partie du lot No trois cent trois, de forme triangulaire, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 301, au sud et à l'est par le chemin de Beech Ridge, No 302, et à l'ouest par une autre partie du lot No 303, appartenant à Hugh Walsh ou représentants.

7° Une autre partie du lot No trois cent trois, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord partie par le chemin de Beech Ridge, No 302, et partie par le lot No 301, au sud par le lot No 304, à l'est partie par le lot No 662, et partie par le lot No 664, et à l'ouest partie par le dit lot No 302 et partie par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André.

8° Une partie du lot numéro trois cent quatre, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 303, au sud par le lot No 305, à l'est par le lot No 662, et à l'ouest par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André.

9° Une partie du lot No trois cent cinq (305), situé au même lieu, connue et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 304, au sud par le lot numéro 324, à l'est par le lot No 662, et à l'ouest partie par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et partie par une petite partie du dit lot No 305, étant la propriété des commissaires d'écoles de Saint-André.

Les dits lots de terre formant une seule propriété et pour être vendus en bloc comme un seul morceau de terre, et contenant trois cent cinquante quatre arpents, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

A distraire, cependant, des dits lots de terre, une certaine lièzière de terre sur laquelle est construit le chemin de fer de Ottawa Valley (Railway).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Saint-André, dit district, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 17 avril 1906. Shérif. 1541-2  
[Première publication, 21 avril 1906.]

301, on the east by the public road, running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North River.

2. A part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 300, on the south by lot No. 303, on the east by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North river.

3. A part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 301, on the south by part of lot No. 303, belonging to Hugh Walsh or representatives, on the east by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North River.

4. A part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 299, on the south and east by lot No. 302, known as being the Beech Ridge road, and on the west by another part of the said lot No. 301, belonging to Hugh Walsh or representatives.

5. Another part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; bounded on the north by a part of the said Beech Ridge road, No 302, and partly by lot No 299, on the south by lot No 303, on the east by lot No. 664, and on the west by the said lot No. 302.

6. Another part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place known and described on the same official plan and book of reference, and bounded on the north by the lot No. 301, on the south and east by Beech Ridge road, No. 302, and on the west by another part of lot No. 303, belonging to Hugh Walsh or representatives.

7. Another part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference and bounded on the north by the Beech Ridge road No. 302 in part, and partly by lot No. 301, on the south by lot No. 304, on the east partly by lot No. 662, and partly by lot No. 664, on the west partly by said lot No. 302 and partly by the public road running between Lachute and Saint Andrews.

8. Another part of lot number three hundred and four (304), situate at the same place known and described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 303, on the south by lot No. 305, on the east by lot No. 662, and the west by the public road running between Lachute and Saint Andrews.

9. A part of lot number three hundred and five (305), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, and bounded on the north by the lot No. 304, on the south by lot No. 324, on the east by lot No. 662, and on the west partly by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and partly by a small part of the said lot No. 305, being the property of the school commissioners of Saint Andrews.

Said lots of land forming one and the same plot, and to be sold together *en bloc* as one piece of land, and containing three hundred and fifty four arpents, more or less—with the buildings thereon erected.

Reserving, however, from the said lots a certain strip of ground on which the Ottawa Valley railway is built.

To be sold at the catholic church door, in the village of Saint Andrews, said district, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sainte Scholastique, 17th April, 1906. Sheriff. 1542  
[First published, 21st April, 1906.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Montréal.*Sainte-Scholastique, savoir : } LOUIS G. GAU-  
No 2904. } DREAU, De-mandeur ; vs MOISE BELAIR ET AL, Défendeurs.  
La propriété appartenant à Moïse Bélair, l'un des défendeurs, savoir :

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro quatre (4), du cinquième rang du canton Wexford, contenant une superficie de cent vingt-six arpents—avec maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Adèle, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

LAPOINTE &amp; PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 17 avril 1906. 1545-2  
[Première publication, 21 avril 1906.]

## Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Aimé, comté de Richelieu, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675qq des statuts refondus de la province de Québec.

AUGUSTE TESSIER,  
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 18 mai 1906. 1923

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3000.

Dame Georgiana Moore, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Ouimet, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs  
Le dit Joseph Ouimet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10 mai courant.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 11 mai 1906. 1881

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
No 1310.

Dame Marie Adélie Vachon, de la cité de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Roch Taillefer, ci-devant boucher, maintenant charretier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Roch Taillefer, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. J. PAPINEAU,  
Avocat de la demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 15 mai 1906. 1883

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*Sainte-Scholastique, to wit : } LOUIS G. GAU-  
No. 2904. } DREAU, Plain-tiff; vs MOISE BELAIR ET AL, Defendants.  
The property belonging to Moïse Bélair, one of the defendants, to wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte Adèle, in the county and district of Terrebonne, known and distinguished on the official plan and book of reference for the said parish, under the number four (4), of the fifth range of the township Wexford, containing an area of one hundred and twenty six arpents—with house and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Sainte Adèle, in the said district, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TWELVE of the clock noon.

LAPOINTE &amp; PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte-Scholastique, 17th April, 1906. 1546  
[First published, 21st April, 1906.]

## Government Notice

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Saint Aimé, county of Richelieu, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the revised statutes of the province of Quebec.

AUGUSTE TESSIER,  
Minister of Agriculture.

Quebec, 18th May, 1906. 1924

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court*  
No. 3000.

Dame Georgiana Moore, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Ouimet, trader, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs  
The said Joseph Ouimet, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 10th of May instant.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th May. 1906. 1882

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
No. 1310.

Dame Marie Adelia Vachon, of the city of Salaberry de Valleyfield, said district, wife common as to property of Roch Taillefer, formerly butcher and new carter, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs  
The said Roch Taillefer, Defendant.

A suit for separation of property has been, this day, brought by the plaintiff against the defendant.

L. J. PAPINEAU,  
Attorney for plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 15th May, 1906. 1884

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
 No 131

*In re* J. A. Berthiaume & Cie (J. Aquila Berthiaume), Terrebonne, Qué., Failli.  
 Avis est donné que le quinzième jour de mai 1906, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Terrebonne.

JOSEPH DESAULTELS,  
 Gardien provisoire.

Bureau de A. Lamarche,  
 No 2, Place d'Armes, Montréal. 1907  
 Montréal, 16 mai 1906.

*District de Montréal.*

Dans l'affaire de Joseph Ouimet, épicier, de Maisonneuve, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
 Député gardien provisoire.

11, Place d'Armes, Montréal. 1913  
 Montréal, 11 mai 1906.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 40.

Dans l'affaire de L. Bastien & Cie, entrepreneurs, de la ville Saint-Louis, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection, au bureau du soussigné, jusqu'au 4 juin 1906, le et après lequel jour le dividende sera payable.

NAPOLEON ST AMOUR,  
 Curateur.

Edifice "New York Life".  
 11, Place d'Armes, Montréal. 1911  
 Montréal, 18 mai 1906.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* C. Robillard et al, Demandeurs ;

vs  
 Arthur Toupin, restaurateur, de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 16ième jour de mai 1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal. 1921

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 No. 131

*In re* J. A. Berthiaume & Cie (J. Aquila Berthiaume), Terrebonne, Que. Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the fifteenth day of May 1906, the said insolvent debtor has filed his statement at the office of the superior court of the district of Terrebonne.

JOSEPH DESAULTELS,  
 Provisional guardian.

Office of A. Lamarche,  
 No. 2, Place d'Armes, Montreal. 1903  
 Montreal, 16th May 1906.

*District of Montreal.*

In the matter of Joseph Ouimet, grocer, of Maisonneuve, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of Montreal.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
 Deputy provisional guardian.

11, Place d'Armes, Montreal. 1914  
 Montreal, 11th May, 1906.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 40.

In the matter of L. Bastien & Cie, contractors, of the town of Saint-Louis, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection, at the office of the undersigned, until the 4th of June, 1906, after which date the dividend will be payable.

NAPOLEON ST AMOUR,  
 Curator.

Building New York Life.  
 11, Place d'Armes, Montreal. 1912  
 Montreal, 18th May, 1906.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* C. Robillard et al, Plaintiffs ;

vs  
 Arthur Toupin, hotel-keeper, Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that on the 16th day of May, 1906, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal, 1922

**Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 20.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:**—Dmes Aronovitch vs Gold, 913; Bachand vs Séguin, 916; Beaulieu vs Rioux, 916; Brunet vs Dussault, 914; Descent vs Lemaire, 916; Dumont vs Daunais, 915; Grose vs Brittain, 913; Martineau vs Martineau, 914; Martineau vs Bertrand, 915; Moore vs Ouimet, 929; Nadeau vs Garneau, 916; Normand vs Hudon, 916; Rondeau vs Dubuque, 916; Shearer vs Ellis, 913; Thibault vs Michaud, 915; Vachon vs Taillefer, 929; Valiquet vs Stevens, 915; Willard vs Duffey, 914.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:**—Dmes Boislard vs Vallières, 915; Delorme vs Lambert, 914; Leblanc vs Dupuis, 915; Houle vs Dme Auger, 914.

**ANNONCEURS:**—Avis aux:—Concernant avis, etc., 903.

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE:**—Cie du chemin de fer Joliette et Brandon, 917.

**AVIS:**—Aux créanciers de la succession Burgess, 916.

**BILLS PRIVATE, P. Q.:**—Avis au sujet des:—Assemblée législative, 911; Conseil législatif, 909.

**CLUB AGRICOLE DISSOUS:**—Saint-Aimé, comté de Richelieu, 929.

**FAILLIS:**—Bastien, 930; Berthiaume, 930; Cadieux, 918; Couture, 919; Ducharme, 918; Empire Home Furnishing Co, 918; Gagnier, 918; Morris & Gilman Coy, 917; Nadeau, 919; Ouimet, 930; Paradis et al, 918; Plamondon, 918; Sabourin, 919; Toupin, 930; Tremblay, 919; Trudeau, 917; Wittes, 919.

**LETTRES PATENTES:**—The Saguenay Electric Light and Power Coy, 905.

**MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:**—Demande d'annexer ou d'ériger, etc.:—Delormier, comté d'Hochelega, 906; Divers lots de canton d'Armagh à Armagh, comté de Bellechasse, 907; Tewkesbury No 2 à Stoneham, comté de Québec, 907; Tracy, comté de Joliette, 907; Saint-Dominique des Cèdres, comté de Soulanges, 904; Lafèche, comté de Champlain, 904.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT:**—En faveur de Jos. Adélarde Lemire, 907; in favor of John Fair, 907.

**PROCLAMATION:**—Convocation des Chambres, 903.

**SYNDICATS D'ÉLEVAGE:**—L'Île-aux-Grues, 906.

**VENTE DE LIMITES A BOIS,** 908.

**VENTE PAR LICITATION:**—Desmarteau vs Dme Roy et al, 920.

**VENTES PAR LES SHERIFFS**

**ARTHABASKA:**—Brunelle, Failli, 921; Crépeau vs Roberge, 921; Poirier vs Fournier, 921; Reed vs Loomis, 922.

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 20.**

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:**—Dmes Aronovitch vs Gold, 913; Bachand vs Séguin, 916; Beaulieu vs Rioux, 916; Brunet vs Dussault, 914; Descent vs Lemaire, 916; Dumont vs Daunais, 915; Grose vs Brittain, 913; Martineau vs Martineau, 914; Martineau vs Bertrand, 915; Moore vs Ouimet, 929; Nadeau vs Garneau, 916; Normand vs Hudon, 916; Rondeau vs Dubuque, 916; Shearer vs Ellis, 913; Thibault vs Michaud, 915; Vachon vs Taillefer, 929; Valiquet vs Stevens, 915; Willard vs Duffey, 914.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BOD AND BOARD:**—Dmes Boislard vs Vallières, 915; Delorme vs Lambert, 914; Leblanc vs Dupuis, 915; Houle vs Dme Auger, 914.

**ADVERTISERS:**—Notice to:—Respecting notices &c., 903.

**SPECIAL GENERAL MEETING:**—Joliette and Brandon Railway Company, 917.

**NOTICES:**—To creditors of the estate Burgess, 916.

**PRIVATE BILLS, P. Q.:**—Notices respecting the:—Legislative Assembly, 911; Legislative Council, 909.

**FARMERS' CLUB DISSOLVED:**—Saint Aimé, county of Richelieu, 929.

**INSOLVENTS:**—Bastien, 930; Berthiaume, 930; Cadieux, 918; Couture, 919; Ducharme, 918; Empire Home Furnishing Co, 918; Gagnier, 918; Morris & Gilman Coy, 917; Nadeau, 919; Ouimet, 930; Paradis et al, 918; Plamondon, 918; Sabourin, 919; Toupin, 930; Tremblay, 919; Trudeau, 917; Wittes, 919.

**LETTERS PATENT:**—The Saguenay Electric Light and Power Co, 905.

**SCHOOL MUNICIPALITIES:**—Application to annex or to erect, &c.:—Delormier, county of Hochelega, 906; Several lots of the township of Armagh to Armagh, county of Bellechasse, 907; Tewkesbury No. 2 to Stoneham, county of Quebec, 907; Tracy, county of Joliette, 907; Saint Dominique des Cèdres, county of Soulanges, 904; Lafèche, county of Champlain, 904.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER:**—In favor of Jos. Adélarde Lemire, 907; in favor of John Fair, 907.

**PROCLAMATION:**—Parliament convoked, 903.

**STOCK BREEDING SYNDICATE:**—L'Île-aux-Grues, 906.

**SALE OF TIMBER LIMITS,** 908.

**SALE BY LICITATION:**—Desmarteau vs Dme Roy et al, 920.

**SHERIFFS' SALES.**

**ARTHABASKA:**—Brunelle, Insolvent, 921; Crépeau vs Roberge, 921; Poirier vs Fournier, 921; Reed vs Loomis, 922.

BEAUCHE :—Vachon vs Gourde et al, 922 ; Vachon vs Gourde et al, 922.

JOLIETTE :—Hénault (Dme) vs Hénault, 923.

MONTREAL :—Constant vs Lucas, 924 ; La ville de Maisonneuve vs Décary, 923 ; Renaud (Dme) vs Dme Lebeau, 924 ; Serré vs Auclair, 925.

QUÉBEC :—L'Hôpital Général de Québec vs Armand, 925.

RICHELIEU :—Desy (Dme) vs Olivier, 925.

SAGUENAY :—Tremblay vs Thibault, 926.

SAINT-FRANÇOIS :—Daviau vs Rondeau, 927 ; Lamoureux et al vs Gagné, 927.

TERRERBONNE :—Gaudreau vs Belair et al, 929 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Buchan, 927.

BEAUCHE :—Vachon vs Gourde et al, 922 ; Vachon vs Gourde et al, 922.

JOLIETTE :—Hénault (Dme) vs Hénault, 923.

MONTREAL :—Constant vs Lucas, 924 ; The town of Maisonneuve vs Décary, 923 ; Renaud (Dme) vs Dme Lebeau, 924 ; Serré vs Auclair, 925.

QUÉBEC :—L'Hôpital Général de Québec vs Armand, 925.

RICHELIEU :—Desy (Dme) vs Olivier, 925.

SAGUENAY :—Tremblay vs Thibault, 926.

SAINT FRANCIS :—Daviau vs Rondeau, 927 ; Lamoureux et al vs Gagné, 927.

TERRERBONNE :—Gaudreau vs Belair et al, 929 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Buchan, 927.